

Nouveaux mouvements sociaux et nouveau mouvement pour la paix
New social movements and the new peace movement
Nuevos movimientos sociales y nuevo movimiento para la paz

Claus Offe

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034558ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034558ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Offe, C. (1984). Nouveaux mouvements sociaux et nouveau mouvement pour la paix. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 35–39. <https://doi.org/10.7202/1034558ar>

Résumé de l'article

Dans cette partie d'entrevue, Claus Offe expose sa vision de l'avenir du socialisme vue sous l'angle des nouveaux mouvements sociaux porteurs de nouvelles aspirations et d'un nouveau paradigme politique plus ouvert. Les nouveaux mouvements sociaux, ne sont pas une vision prémoderne et obscure, mais plutôt une critique neuve de la modernisation, une résistance contre ses inconvénients et une tentative d'augmenter la capacité d'apprentissage du système social pris dans sa totalité. La théorie et les politiques socialistes devraient être actualisées en tenant compte réalistement des questions d'emploi et de chômage, de défense des droits démocratiques, de pollutions écologiques, et de paix, ce qui permettrait d'accélérer la transformation de la théorie du « socialisme démocratique » en « écosocialisme ».

Nouveaux mouvements sociaux et nouveau mouvement pour la paix

C. Offe

Le texte qui suit est une partie d'une entrevue de Claus Offe réalisée par John Keane et David Held en novembre et décembre 1982, et qui a paru en anglais dans la revue Telos, hiver 1983-84, n° 58, p. 180-184. Le texte complet de l'entrevue paraîtra dans Claus Offe, Contradictions of the Welfare State, Boston, MIT Press, 1984.

Question : Vos écrits récents parlent d'un ensemble varié de nouveaux mouvements sociaux, comme le féminisme, l'environnementalisme, et le mouvement pour la paix. Est-ce que ces mouvements sont symptomatiques d'une ère nouvelle dans laquelle les divisions de classe et les partis politiques ne sont plus les acteurs déterminants dans les luttes sociales et politiques ? Qu'y a-t-il de nouveau dans ces nouveaux mouvements sociaux ? Qu'est-ce qui nourrit leur

développement ?

Offe : Mon intérêt à l'égard des nouveaux mouvements sociaux a été stimulé par le fait qu'un nouveau paradigme politique est apparu récemment en Allemagne et dans plusieurs autres pays européens. Quand je dis « paradigme », j'entends une constellation d'acteurs, de questions, de valeurs, et de modes d'action collectifs. Les acteurs collectifs dans ce nouveau paradigme politique sont souvent définis par leurs caractéristiques sociales et comprennent des groupes tels les jeunes gens, les femmes et les habitants de certaines régions géographiques. Leurs exigences sont, jusqu'à un certain point, non économiques, dans le sens qu'elles ne peuvent pas être satisfaites dans les sphères économiques de distribution et de production ; elles concernent moins la

quantité des revenus et des richesses que la qualité des conditions naturelles et sociales de la vie. Le mode d'action de ces groupes tend à être non organisé et non institutionnalisé, spontané et direct.

L'environnementalisme, le pacifisme, les mouvements urbains et divers mouvements pour les droits humains et civils (par exemple, ceux qui défendent les droits des femmes, des homosexuels et des prisonniers) appartiennent tous à cette catégorie. Je crois que fondamentalement, il y a deux choses qui sont nouvelles dans ces mouvements sociaux. D'abord, leur place dans la structure sociale n'est aucunement marginale. Les anciens mouvements sociaux, tels que le populisme américain de la dernière partie du dix-neuvième siècle, sont issus, en fait, des strates sociales dont les ressources institutionnelles et

36 matérielles de pouvoir étaient en train d'être niées ou menacées par les processus de modernisation. L'appui aux nouveaux mouvements sociaux, par ailleurs, vient surtout, non pas des strates périphériques ou sous-privilegiées, mais de groupes qui eux-mêmes jouent un rôle central dans la direction et la gestion de ce que Daniel Bell a appelé la société « post-industrielle ». Ces groupes centraux sont relativement à l'aise. Ils comprennent des gens des nouvelles classes moyennes, et des secteurs des professions et des services qui ont les plus hauts niveaux d'éducation et les plus hauts niveaux d'habileté cognitive.

Cette caractéristique des nouveaux mouvements sociaux renforce leur second aspect nouveau, à savoir, qu'ils ne contestent pas dans le but de préserver un passé traditionnel présentement menacé par la modernisation et la rationalisation. Le journalisme libéral et social-démocrate et le reportage politique ont souvent eu tendance à accuser ces mouvements d'être des Luddites qui rêvent de façon idéaliste du bon vieux temps où la vie était simple et communale. Je pense que c'est tout à fait inexact. Si certains éléments de ces nouveaux mouvements semblent idéaliser des formes révolues de vie sociale, ils le font ordinairement en se moquant d'eux-mêmes et en maniant l'ironie ; par exemple, les contestataires antinucléaires s'identifient de façon amusante à une tribu

germanique disparue depuis longtemps, lorsqu'ils proclament la République libre de Wendland. Les membres des nouveaux mouvements sociaux ne sont aucunement les partisans nostalgiques d'une vision prémoderne de l'ordre social. Au contraire, ils sont convaincus et motivés par l'idée que les processus de modernisation qui s'appuient exclusivement sur la rationalité instrumentale et stratégique sont intrinsèquement contre-productifs et destructeurs. Ils sont amenés à contester le fait qu'une plus grande sécurité militaire crée et augmente la possibilité qu'une guerre éclate ; que la production accrue de biens, et spécialement de biens industriels, produit des résultats négatifs sur l'environnement ; que l'État coordonne et surveille de plus en plus de sphères de la vie sociale, etc. Aucune de ces contestations n'adhère de façon normative à un passé « romantisé » : elles sont plutôt une réponse à un avenir perçu comme menaçant ou étant potentiellement menaçant.

Contrairement aux anciens mouvements sociaux comme le mouvement ouvrier, les nouveaux mouvements sociaux ne prétendent pas savoir ce que l'avenir leur réserve. Leurs préoccupations sont en un sens plus limitées et même plus conservatrices. Ces mouvements, en principe, ne sont pas opposés à la modernisation comme telle. Ils cherchent à défendre ce qui vaut la peine d'être défendu, surveiller et contrôler les conséquences perverses et auto-destructrices de la modernisation technique, militaire, économique, urbaine et socio-politique. À mon avis, ces mouvements projettent une critique *moderne* de la modernisation. Ils représentent un effort pour accroître la capacité d'apprentissage des systèmes capitalistes avancés en mettant en évidence leur aveuglement systématique et leurs dangereux effets. Ceci, de

plus, est lié à leur conviction que les formes de démocratie parlementaire et représentative basée sur les partis ont une capacité d'apprendre insuffisante, et sont donc incapables d'anticiper les conséquences destructrices de la modernisation, et d'y faire face de façon adéquate. Les nouveaux mouvements sociaux insistent par conséquent sur le besoin de formes *additionnelles* de politiques partant de la base qui peuvent enrichir les institutions politiques existantes, diriger de façon plus efficace les nouveaux types de résistance contre les inconvénients de la modernisation, et, par là, accroître la capacité d'apprendre de tout le système social.

Question : Seriez-vous d'accord avec la thèse d'Alain Touraine selon laquelle ces mouvements ont de bonnes chances de se réunir en un mouvement social unique et dominant, tout comme le mouvement ouvrier l'a fait dans la phase antérieure du capitalisme industriel ? Ou rejetez-vous cette possibilité, en disant que les processus de différenciation structurelle empêchent la formation d'un mouvement social unifié ?

Offe : Je n'ai pas de position certaine sur cette question. Je pense que les constructions historiques grandioses qu'on trouve dans certains écrits de Touraine sont prématurées, et je doute qu'il soit nécessaire de concevoir les mouvements sociaux comme intégrés et unifiés dans leur organisation et leur idéologie. Ce qu'il y a de neuf au sujet de ces nouveaux mouvements sociaux, c'est leur résistance à l'unification, même comme but ultime. La méthode de l'intervention sociologique de Touraine est conçue précisément pour aider à dépasser cette tendance par la promotion chez les mouvements sociaux choisis, de leur auto-connaissance et de leur auto-unification. Il se peut toutefois que la nature *ad hoc*, fragmentée et incohérente de ces mouvements ne

puisse pas être vraiment changée. De plus, comme moyen d'apporter un ensemble plus complet de critères de bienveillance dans la vie politique, je serai plutôt porté à croire que cette fragmentation peut en elle-même aider à accroître la capacité d'apprendre des systèmes politiques, en diminuant graduellement leur « aveuglement » ou leur ignorance des conséquences prévisibles et souvent catastrophiques. En réalité, je suis profondément convaincu que tous les desseins politiques futurs seront mixtes et jusqu'à un certain point « éclectiques ». Un développement politique dans cette direction prendrait la forme d'une combinaison diversifiée et plus pluraliste de différentes formes de rationalité économique, technologique et politique, de sorte que l'ancien et le soi-disant désuet seraient mélangés et rendus compatibles avec le nouveau, à un niveau supérieur. L'abandon de l'opposition « ancien-nouveau » est déjà assez avancé à l'intérieur des nouveaux mouvements sociaux.

Même si les vieux mouvements sociaux, tel le mouvement des jeunes du début des années 1900, rejetaient les villes, la technologie et la musique moderne au nom d'une vie saine et réglée, les nouveaux mouvements sociaux tentent de s'accommoder d'un éventail éclectique d'éléments anciens et nouveaux. Un exemple intéressant de ceci est le grand journal national allemand *Die Tageszeitung*. En tant qu'espèce de porte-parole des nouveaux mouvements sociaux allemands, ce journal constitue une opération qui fonctionne sur un mode très amateur. Au plan de la pratique journalistique, ceux qui font ce journal sont intentionnellement non professionnels, mais en même temps, ils dirigent une opération de haute technologie, qui utilise l'informatique et qui combine le neuf et le vieux, le très professionnel et l'absolument pas professionnel. Cela peut donner l'apparence d'une

synthèse contradictoire et impossible mais en réalité ça fonctionne très bien.

Question : Nous aimerions vous demander, enfin, quelles sont les implications de vos écrits théoriques et empiriques pour la tradition socialiste démocratique. Dans le présent contexte, et en dépit de l'espoir soulevé par les nouveaux mouvements sociaux, il existe un scepticisme généralisé concernant la politique, un retrait à l'égard des partis politiques traditionnels, et un cynisme considérable vis-à-vis les échecs du « socialisme réel ». Ces développements semblent discréditer la plupart, pour ne pas dire tous les idéaux socialistes traditionnels. Les questions pressantes demeurent : Comment les orientations politiques socialistes peuvent-elles être mieux développées actuellement ? Qu'est-ce que ça signifie aujourd'hui d'être un socialiste démocratique ?

Offe : Un thème qui revient souvent dans l'oeuvre de Karl Marx, et que je trouve éclairant, est celui de l'autovalorisation du capital. Marx caractérise la logique capitaliste comme étant « insatiable » et autocentrée ; c'est un système économique qui néglige aveuglément tous les besoins des valeurs d'usage situées à l'extérieur de ses propres finalités. Cette insouciance aveugle du capitalisme est aussi fortement évidente aujourd'hui qu'elle ne l'était au temps de Marx. Je dirais que toute pratique socialiste doit mettre en question cet aveuglement du capitalisme, en appliquant des critères de valeurs d'usage au développement social, dont le capital est responsable. À cet égard, il n'y a pas de doute que les idéaux positifs de démocratie, de justice, d'émancipation et d'autodétermination ont perdu beaucoup de leur clarté d'exécution et même beaucoup de leur attrait pour beaucoup de personnes de gauche. Je considère malgré tout que la signification de ces vieux idéaux, pour les politiques socialistes modernes,

peut être reformulée de façon productive, si nous les comprenons comme étant orientés vers la négation des caractéristiques d'insouciance aveugle du capitalisme — comme des tentatives, en un sens, pour résister à la logique aveugle de développement du système capitaliste, en le forçant à développer de plus grandes capacités d'apprendre. Je vois quatre domaines importants dans lesquels la politique socialiste contemporaine peut le faire.

Le premier, et probablement le plus évident de ces domaines, c'est celui de l'emploi et du chômage. Pour des raisons que j'ai expliquées ailleurs, la proportion de l'activité vitale qui est structurée aujourd'hui par des contrats de travail salarié a été considérablement réduite. Étant donné l'étendue de la « décommodification » de la vie des gens dans ce sens-là aujourd'hui, par rapport à ce qui se passait autrefois, je pense que ce processus de « décommodification » lui-même peut être transformé en quelque chose de positif. Il y a beaucoup d'expériences en cours dans ce domaine, et même s'il n'en découle encore aucun programme vraiment prometteur, je pense que la gauche ne peut pas négliger ces questions de « décommodification » et leur importance accrue. En même temps, il est clair que nous ne pouvons pas exiger le plein emploi. Ce but est non réaliste, et de toute façon il est tout à fait anti-socialiste. N'importe quel type futur de plein emploi serait une forme de terreur ; il n'aurait aucun sens économique, politique, écologique ou militaire. Nous devons trouver des façons de résister au piège du chômage, en questionnant ce fait curieux que le mouvement ouvrier a commencé par une lutte contre le travail salarié, et qu'il est maintenant unifié de façon superficielle dans sa lutte pour l'emploi sous la forme de travail salarié.

Une des tâches majeures de la

38 théorie et de la politique socialistes est donc de développer des formes d'activités utiles qui ne soient pas basées sur le travail salarié. L'argument keynésien conventionnel, à l'effet que ces nouvelles formes soient moins productives ou même nuisibles à la croissance et au bien-être, doit être contré par une redéfinition des termes par lesquels la productivité est aujourd'hui définie et ce d'une façon unilatérale et biaisée à l'égard du travail concret et utile. Nous devons chercher à échapper au piège du chômage, non pas en exigeant un retour au plein emploi, mais en créant des alternatives socialement utiles à l'idée de plein emploi par le travail salarié. C'est une tâche majeure, et je pense que la vieille idée de coopératives — des formes non capitalistes de produire des choses utiles — mérite une renaissance contemporaine.

Le deuxième domaine de préoccupation pour la théorie et la politique socialistes doit être la défense des droits démocratiques. Je ne crois pas que les contrôles et la surveillance plus serrés de l'État-providence soient synonymes de maintien et d'expansion des droits démocratiques. S'il est vrai, comme je l'ai déjà montré, que les systèmes capitalistes d'États-providences tendent à assujettir de plus en plus les activités humaines à une réglementation détaillée, alors leur capacité d'apprendre et leur capacité de tenir en échec leurs tendances con-

tradictoires et autoparalysantes, peuvent seulement être préservées par l'extension des droits démocratiques — et ceci implique la défense des droits à la participation démocratique dans les domaines de la vie (par exemple, le contrôle ouvrier de la production) et au delà des limites de la démocratie parlementaire et représentative. La capacité d'apprendre est le contraire de l'aveuglement, et j'assume que le plus abstrait commun dénominateur de la différence entre le capitalisme et le socialisme est la capacité supérieure et plus étendue qu'a ce dernier d'apprendre.

C'est pour cette raison que je considère que les préoccupations environnementales ou écologiques constituent une troisième et très importante composante de la théorie et de la politique socialistes contemporaines. Le mouvement écologiste peut beaucoup contribuer à la résistance socialiste à la logique d'aveuglement du capitalisme moderne, en forçant les élites politiques et économiques à évaluer les conséquences à long terme des opérations du système politique et économique. À l'époque actuelle, le front de la modernisation technique et économique est devenu très fragile. Les dimensions systémiques des problèmes environnementaux ont produit une insécurité et un malaise profonds parmi les élites politiques libérales et social-démocrates ; les problèmes découlant de l'empoisonnement chimique des forêts, de l'épuisement des matières premières et de l'élimination des déchets nucléaires, mettent en danger la production future et deviennent donc compréhensibles dans le langage même du système.

Cette insécurité, concernant l'aveuglement du système actuel, est évidemment amplifiée par de nouveaux développements à l'intérieur des cercles scientifiques et techniques. Les professions scientifiques et techniques sont profon-

dément divisées sur les questions de rationalité scientifique et de technologie de l'évaluation des risques. Il n'est alors pas surprenant que des éléments importants de résistance à la modernisation aveugle viennent de ces professions. L'expression américaine de *whistle blowing* est appropriée ici : les porteurs de la rationalité scientifique et technique rendent eux-mêmes publics les secrets malsains et l'irrationalité des pratiques dont ils sont partie prenante. Ils en viennent à insister sur le besoin d'une plus grande capacité d'apprendre des systèmes de production et d'administration. À l'intérieur donc des cercles industriels, politiques, scientifiques et techniques, le potentiel cognitif nécessaire pour résoudre le problème de l'aveuglement est généré par exactement les mêmes processus de développement qui renforcent l'aveuglement. Ce potentiel cognitif doit être utilisé par le mouvement écologiste et par la politique socialiste.

Enfin, il y a la question de la paix. Tout comme le mouvement écologiste, le nouveau mouvement pour la paix se définit par sa critique des conséquences désastreuses de la modernisation — de la foi aveugle dans la haute technologie, dans la course aux armements, et dans une planification stratégique de plus en plus compliquée et de plus en plus dangereuse. Sauf possiblement dans le cas de la France, ce nouveau mouvement social est partout relié à la gauche, bien qu'il ne soit pas contrôlé ou dominé par un seul parti politique. À cet égard, les vieux alignements ont changé, et le nouveau mouvement pour la paix ne peut pas être étiqueté et dénoncé aussi facilement qu'autrefois : tout comme les écologistes ne sont plus des fanatiques de la nature, les militants du mouvement pacifiste ne sont plus uniquement des communistes. Tout comme dans le mouvement écologiste, le nouveau mouvement pour la paix

est une alliance des contestataires et des élites transfuges. Les deux mouvements ont développé leur position en volant leurs arguments les plus puissants au système lui-même. Dans le mouvement pour la paix en Allemagne par exemple, un des militants les plus éminents et les plus respectés est l'ancien général Bastian, dont le rôle a été très important dans la clarification pour le grand public, des contradictions et de l'aveuglement dangereux inhérents aux stratégies de défense qui sont unanimement adoptées par les élites politiques actuelles.

En somme, je suis d'avis que le socialisme démocratique est aujourd'hui en train d'être transformé en écosocialisme. L'écosocialisme insiste sur le besoin de résister et de mettre fin à l'« évolution » aveugle des processus de rationalisation capitaliste. De façon surprenante, alors que ce nouveau projet écosocialiste est loin d'être clair au sujet de ce qu'il favorise, sa véritable force en tant qu'alliance de forces diverses repose sur la vision claire qu'il a de ce à quoi il s'oppose. L'écosocialisme est défini par sa résistance globale à la logique déjà décrite par Marx — la logique aveugle et autodestructive de l'autovalorisation du capital.

Claus Offe

Traduit de l'anglais par
Jean-Guy Vaillancourt

e.h.

N° 279 septembre/octobre 1984 Le modèle de développement breton à l'épreuve de la crise

Mutation des campagnes bretonnes

L'industrialisation de la Bretagne depuis 1950 : forces et faiblesses de l'économie bretonne

Un combat de trente ans pour la reconnaissance d'une identité

Articles complémentaires :

L'administration Reagan et la politique sociale : évaluation et spéculations sur l'avenir

Amérique centrale : Les États-Unis n'ont toujours pas choisi entre contenir et écraser

Conjoncture économique et financière

Chronique agricole

Faits et tendances

Bilan d'une carrière

La sécheresse n'épargne pas Djibouti

Commandes à

ÉCONOMIE ET HUMANISME

14, rue Antoine Dumont

69372 Lyon Cedex 08

Tél. : (7) 861-32-23 C.C.P. Lyon 1529 - 16 L

	FRANCE	ÉTRANGER
Numéro (franco de port)	45 F	50 F
Abonnement 1984	200 F	250 F
Abonnement 1985	220 F	275 F

économie et humanisme